

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté portant agrément pour la valorisation des déchets d'emballage,
activité exercée par la S.A. SMURFIT-SOCAR,
Papeterie de la Seine, à NANTERRE, 109, avenue de la Commune de Paris

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
3ème Bureau
AD/SC
Tél : 40-97-23-56
Affaire suivie par : Melle DOUERIN
Dossier : 4 623/A

LE PREFET DES HAUTS-de-SEINE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° 95 086

- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976,
- VU le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 1994 réglementant l'installation exploitée par la S.A. SMURFIT-SOCAR, Papeterie de la Seine, à NANTERRE, 109, avenue de la Commune de Paris, classable sous la rubrique suivante :

330 : "Fabrication du papier et du carton".

Activité soumise à autorisation.

- VU la demande d'agrément présentée le 10 février 1995, complétée le 30 août 1995, par la S. A. SMURFIT-SOCAR, en application du décret du 13 juillet 1994 susvisé, concernant l'activité de récupération et de revalorisation des déchets qu'elle exerce à NANTERRE, 109, avenue de la Commune de Paris,
- VU le rapport de M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, en date du 25 septembre 1995, proposant de délivrer cet agrément par voie d'arrêté complémentaire pris en application de l'article 7 du décret du 13/07/1994 susvisé et de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

.../...

VU la lettre en date du 5 octobre 1995 informant le responsable de la société précitée des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental d'Hygiène Publique,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène Publique du 25 octobre 1995,

VU la lettre en date du 27 octobre 1995 communiquant à l'exploitant les conclusions du Conseil Départemental d'Hygiène Publique,

CONSIDERANT que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

A R R E T E

ARTICLE I : La S.A. SMURFIT-SOCAR: qui exploite à NANTERRE, 109, avenue de la Commune de Paris, une installation classable sous la rubrique :

330 : "Fabrication du papier et du carton."

Activité soumise à autorisation.

est agréée pour l'exercice de l'activité suivante :

valorisation matière (fabrication de papier pour ondulé à base de vieux papiers) de déchets d'emballages papiers cartons, la quantité maximale de déchets valorisés étant fixée à 190 000 tonnes.

ARTICLE II : Lors de la prise en charge des déchets d'emballages papiers cartons d'un tiers, un contrat écrit sera signé avec ce dernier ; il précisera la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et le joindre en annexe.

Dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré, en précisant les quantités réelles prises en charge et les dates d'enlèvement.

ARTICLE III : Pendant une période de 5 ans, devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages d'un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat, les modalités de l'élimination ;

- un bilan mensuel des tonnages pris en charge et valorisés.

.../...

ARTICLE IV : L'agrément peut être suspendu ou retiré par arrêté motivé du préfet, en cas de manquement de l'exploitant à ses obligations, dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 13 juillet 1994.

ARTICLE V : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Nanterre, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera inséré, par les soins des services préfectoraux et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.


ARTICLE VI :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,
M. le Sous-Préfet de Nanterre,
M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,
Mme le Sénateur-Maire de Nanterre,
M. le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANTERRE, le 29 NOV. 1995

Pour Ampliation

Pour le Préfet des Hauts-de-Seine
LE PRÉFET
Le Secrétaire Général



Jean-Jacques BÉGIN